

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 5 au 11 mai 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : l'inquiétude sur les chaînes d'approvisionnement.....	2
Le graphique de la semaine	2
Fait marquant : Les élections locales du 7 mai	3
En bref	4
Actualités macroéconomiques	4
MARCHE DU TRAVAIL	4
FISCALITE	4
IMMOBILIER	5
Actualités commerce et investissement	5
COMMERCE	5
SANCTIONS.....	5
Actualités financières	6
REGLEMENTATION FINANCIERE	6
MARCHES FINANCIERS	6

Le chiffre de la semaine : l'inquiétude sur les chaînes d'approvisionnement

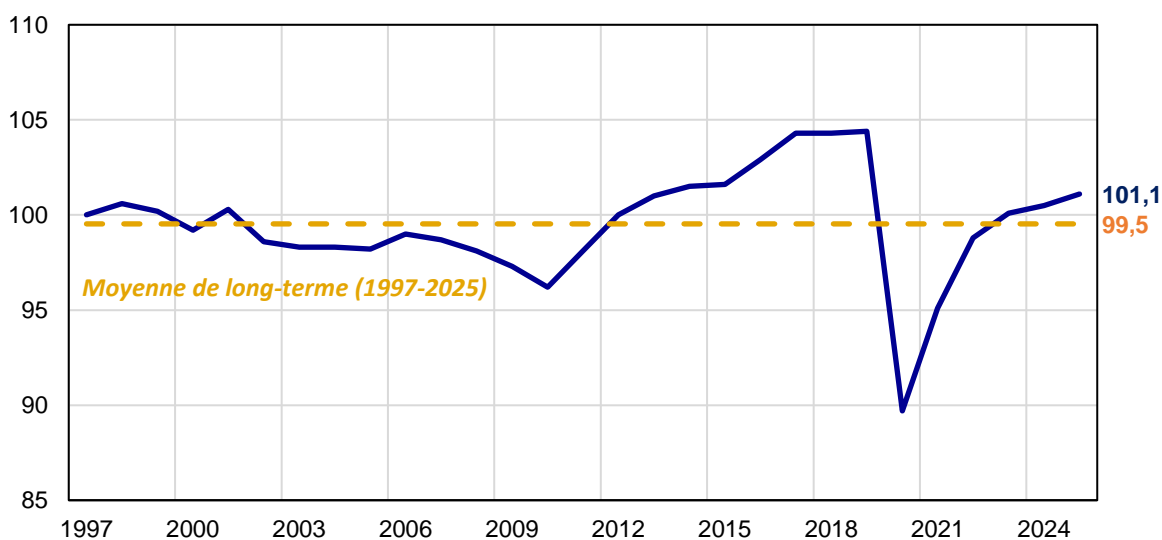
Selon l'[ONS](#), fin avril, 38 % des entreprises de 10 salariés ou plus déclarent être préoccupées par l'impact des conflits internationaux sur leurs chaînes d'approvisionnement au cours des douze prochains mois, soit une hausse de +1 point par rapport à mars et de +28 points par rapport à décembre 2025. Parmi les entreprises de 10 salariés ou plus, 39 % des entreprises qui exportent indiquent avoir observé une hausse de leurs coûts d'exportation entre mars 2025 et mars 2026 (plus haut niveau depuis septembre 2023). De même, 44 % des entreprises qui importent indiquent avoir observé une hausse de leurs coûts d'importation sur cette période (plus haut niveau depuis juin 2023).

LE CHIFFRE À RETENIR

38 %

Le graphique de la semaine

Productivité des services publics de 1997 à 2025 (Base 100 en 1997)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. Dernier point : 2025

Lecture : En base 100 en 1997, la productivité des services publics s'élève à 101,1 en 2025 ; elle a été en moyenne de 99,5 entre 1997 et 2025.

Toutefois, les statistiques sur la productivité doivent être interprétées avec précaution, les données en 2024 et 2025 sont en cours de développement et sujettes à révision.

Fait marquant : Les suites des élections locales du 7 mai

Les élections locales du 7 mai ont conduit à une lourde défaite du parti travailliste et à une fragmentation inédite du paysage politique britannique. Le Premier ministre Keir Starmer entend néanmoins rester à la tête du gouvernement, malgré les appels de certains députés travaillistes à son départ. Le parti travailliste et le parti conservateur perdent de nombreux sièges, tandis que Reform UK et le parti vert progressent fortement. Lors d'un discours du 11 mai, reconnaissant des résultats électoraux « difficiles » pour le parti travailliste, il a assumé la responsabilité de ce revers tout en jugeant qu'un changement de Premier ministre serait aujourd'hui plus risqué encore pour le pays. K. Starmer a articulé son discours autour de trois priorités (i) la présentation d'une législation permettant la nationalisation de British Steel, seule mesure concrète dévoilée à ce stade ; (ii), la nécessité de reconstruire les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, affirmant vouloir définir une « nouvelle direction pour la Grande-Bretagne », « au cœur de l'Europe » (illustré par l'exemple de la mobilité des jeunes) ; (iii) un renforcement des investissements dans l'apprentissage et la formation afin de garantir aux jeunes en difficulté un emploi ou une formation. Le « discours du Trône » du roi Charles III, qui présentera l'agenda parlementaire des prochains mois, est attendu le mercredi 13 mai et devrait notamment comporter un projet de loi pour permettre un alignement dynamique avec l'UE sur certaines matières, et un projet de loi consacré aux services financiers.

À l'issue de son discours, les rendements des *gilts* restent élevés, K. Starmer ne parvenant pas à rassurer pleinement les marchés obligataires. Les taux longs avaient pourtant légèrement reflué vendredi, après avoir atteint les niveaux historiquement élevés observés la semaine dernière (voir [Brèves n°18](#)), le Premier ministre ayant affirmé qu'il ne comptait pas se retirer. Toutefois, les rendements du *gilt* sont repartis à la hausse à la suite de son discours. Le rendement à 10 ans s'établissait ainsi à 4,994 % à midi, (+ 8 points de base sur la matinée), puis à 5,024 % en fin de journée (+ 11 points de base sur la journée). Cette hausse ne s'explique toutefois pas uniquement par des facteurs politiques domestiques : elle a également été alimentée par le rebond des prix du pétrole, après le rejet par le président Trump de la réponse iranienne à sa proposition de paix.

En outre, le 9 mai, Keir Starmer a nommé Gordon Brown « *Special Reviewer on Global Finance and Cooperation* ». Ancien Chancelier de l'Échiquier (1997-2007) et Premier ministre (2007-2010), Gordon Brown sera chargé d'établir de nouveaux partenariats financiers internationaux, notamment en matière de résilience, de défense et de relations avec l'UE, dans le contexte de la présidence britannique du G20 à venir en 2027. Les interlocuteurs de G. Brown seront les institutions internationales et le secteur privé, « en vue d'établir des mécanismes financiers multilatéraux ».

En bref

- Depuis le 5 mai, la livre sterling est stable par rapport à l'euro et a atteint 1,1586 € (0,0 %). En revanche, la livre s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3646 \$ (+0,8 %).
- Au 11 mai, les rendements longs du *gilt* (obligation souveraine) sont en léger repli, mais demeurent à des niveaux particulièrement élevés après avoir atteint des records historiques la semaine dernière (voir Brèves n°18). Le rendement à 10 ans diminue à 5,01 % (-5,6 pdb par rapport à la semaine précédente), le *gilt* à 30 ans diminue à 5,68 % (-6,4 pdb).
- Le Premier ministre Keir Starmer s'est rendu au sommet de la Communauté politique européenne à Erevan (Arménie), où il a discuté avec la Présidente de la [Commission européenne](#) des intentions du Royaume-Uni de participer au prêt de 90 M€ de l'UE à l'Ukraine.
- Le gouvernement britannique [crée](#) une « Supers Unit » au sein de l'*Office for Investment: Financial Services* destinée à attirer l'investissement des fonds de pension australiens dans l'économie britannique.
- La Banque d'Angleterre publie une étude sur l'impact du Brexit et de la perte du passeport européen pour les banques britanniques ([Bhalotia, Piton et Woods](#)).

Actualités macroéconomiques

Marché du travail

Le marché de l'emploi britannique a subi de nouvelles pressions en avril, selon la dernière enquête [KPMG/REC](#). Les recrutements ont reculé à leur rythme le plus rapide depuis janvier, sous l'effet de l'incertitude liée au conflit en Iran et de la hausse des coûts pour les entreprises. La demande globale de main-d'œuvre est en baisse pour le trentième mois consécutif, bien que le rythme de contraction continue de s'atténuer. Dans ce contexte, certaines entreprises ont privilégié la flexibilité : les embauches « temporaires » ont enregistré leur première hausse en trois mois, et leur croissance la plus forte depuis deux ans et demi. L'offre de candidats reste, quant à elle, abondante, alimentée par les licenciements et la faiblesse de la demande de travail. La croissance des salaires, bien qu'en légère accélération par rapport à mars, demeure historiquement faible. Sur le plan sectoriel, l'ingénierie est le seul domaine à afficher une hausse des recrutements, tandis que l'hôtellerie-restauration et le commerce de détail enregistrent les baisses les plus marquées. Géographiquement, Londres et le Nord de l'Angleterre se distinguent positivement.

Fiscalité

Selon une [analyse](#) de Paragon Bank, les achats de résidences secondaires et de biens locatifs représentent désormais la majorité des recettes de *stamp duty* (la taxe britannique sur les transactions immobilières) dans 164 collectivités locales anglaises, contre seulement 62 en 2016-17. La part de la surtaxe spécifique aux logements supplémentaires (HRAD) dans les recettes totales est ainsi passée de 22 % à 56 % sur

la période, après son introduction à 3 % en 2016 en Angleterre et en Irlande du Nord, puis son relèvement à 5 % en octobre 2024. Ce phénomène est particulièrement marqué dans le nord de l'Angleterre (Yorkshire, Nord-Est, Nord-Ouest) où les rendements locatifs élevés sur des biens de faible valeur continuent d'attirer les investisseurs. Au total, les recettes de *stamp duty* ont progressé de 21 % en 2024-25 pour atteindre 10,4 Md£, dont 5,4 Md£ issus de la surtaxe, en hausse de 19 % sur un an.

Immobilier

Halifax a publié son dernier indice des prix immobiliers, indiquant une baisse de 0,1 % des prix en avril par rapport à mars, ramenant la croissance annuelle à +0,4 % (contre +0,8 % en mars). Le prix moyen d'un logement au Royaume-Uni s'établit désormais à 299 310 £. Après un début d'année dynamique, les tensions géopolitiques et la hausse des prix de l'énergie ont accru les incertitudes macroéconomiques, conduisant les marchés à revoir à la hausse leurs anticipations de taux d'intérêt et, par conséquent, les coûts d'emprunt. Malgré un probable de l'activité à court terme, le marché immobilier demeure relativement résilient, soutenu par une croissance des salaires supérieure à celle des prix immobiliers. Les disparités régionales continuent d'être particulièrement marquées. L'Irlande du Nord enregistre une hausse très dynamique des prix (+7,6 % sur un an), tandis qu'en Angleterre, la progression reste concentrée dans les régions du Nord (+4,5 %), où l'accessibilité relative soutient la demande. À l'inverse, les zones les plus chères du Sud continuent de diminuer, avec une baisse de 2,0 % sur un an. À Londres, les prix reculent également (-1,4 %), malgré un niveau toujours très élevé, proche du double de la moyenne nationale (536 050 £).

Actualités commerce et investissement

Commerce

Un accord sanitaire et phytosanitaire avec l'UE pourrait conduire le Royaume-Uni à interdire à son tour l'usage du glyphosate. Dans une [lettre ouverte](#) au Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales, plusieurs associations environnementales appellent le gouvernement britannique à s'aligner sur l'UE en interdisant l'épandage du glyphosate sur les céréales pour la dessiccation avant la récolte (cette utilisation spécifique étant interdite dans l'UE depuis 2023). Les associations jugent qu'une telle interdiction serait bénéfique à la fois pour la santé publique et la nature et pour la facilitation du commerce entre le Royaume-Uni et l'UE. Au contraire, une coalition d'entreprises dite *Glyphosate Renewal Group* appelle plutôt le gouvernement à demander une exception.

Sanctions

Le Royaume-Uni décide un nouveau paquet de sanctions contre des individus et entités associés à la Russie, dans le contexte de la guerre en Ukraine et des ingérences électorales en Arménie. Le [paquet de sanctions](#) vise 29 cibles liées à la campagne de la Russie visant à déplacer et militariser les enfants ukrainiens, et 56 autres cibles impliquées dans les campagnes de désinformation, notamment les tentatives d'ingérence dans la campagne électorale en Arménie.

Actualités financières

Réglementation financière

HM Treasury et le Debt Management Office (DMO) [annoncent](#) plusieurs mesures destinées à développer le marché des *Treasury bills* (T-bills) britanniques. Ces mesures font suite à une consultation lancée en janvier 2026 sur l'élargissement du marché des titres souverains de court terme, dans un contexte de réflexion plus large sur la gestion de la dette et de la trésorerie publiques. L'objectif visé est d'en approfondir la liquidité et de répondre à une demande accrue pour les maturités courtes. D'ici la fin de l'exercice budgétaire 2026-27, le DMO introduira des T-bills à maturité d'environ 12 mois lors d'adjudications hebdomadaires, en complément des échéances plus courtes existantes. Les autorités créeront également une facilité permanente de *repo* sur T-bills, permettant aux *primary dealers* d'emprunter temporairement des titres afin de soutenir la liquidité du marché secondaire. Enfin, un *pool* de collatéral en T-bills sera constitué après le budget d'automne 2026 pour être mobilisé sur le marché secondaire, sans mise en vente directe des titres.

La Financial Conduct Authority (FCA) ouvre une enquête contre PayPal, MasterCard et Visa pour soupçon de pratique anti-concurrentielle. L'enquête porte plus précisément sur certaines clauses contractuelles encadrant l'usage des cartes Visa et Mastercard au sein du portefeuille numérique (*wallet*) PayPal. Mastercard et Visa font aussi l'objet d'un examen au titre d'un potentiel abus de position dominante. La FCA dispose depuis 2015 de pouvoirs d'enquête et de sanction en matière de droit de la concurrence, bien que des sanctions n'aient été prononcées que 2 fois après la conclusion de 13 enquêtes. Le régulateur précise qu'aucune conclusion n'a été tirée à ce stade. Les trois entreprises ont indiqué coopérer pleinement avec le régulateur, qui poursuit actuellement une phase de collecte d'informations pouvant, le cas échéant, conduire à une notification formelle de griefs.

Marchés financiers

Andrew Bailey appelle dans une tribune publiée dans le [Financial Times](#) à rester conscient des risques posés par le segment du crédit privé. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, et Président du Conseil de stabilité financière (FSB) souligne que le secteur n'a encore jamais été testé par une crise économique majeure et pourrait être fragilisé par un environnement macroéconomique plus difficile (risques géopolitiques, faible croissance...) pour les emprunteurs. Il met également en garde contre les interconnexions encore peu étudiées entre le crédit privé et d'autres acteurs financiers : banques, fonds de capital-investissement, gestionnaires d'actifs ou encore assureurs. A. Bailey plaide pour un renforcement du suivi des vulnérabilités du secteur (sujet d'une [publication récente](#) du FSB), une meilleure cartographie de l'écosystème, un partage accru d'informations entre régulateurs et acteurs de marché ainsi qu'une plus grande collecte de données afin d'améliorer la transparence.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr